

Service risques et installations classées (SRIC)
12-14 rue des Archives
94000 CRÉTEIL

Créteil, le 09 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SUEZ RV IDF VITRY

12 RUE EUGENE HENAFF
94400 Vitry-sur-Seine

Références : DRIEAT-IF/UD94/SRIC/PADVME/2023/YBC/N°169GR
Code AIOT : 0007404453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2023 dans l'établissement SUEZ RV IDF VITRY implanté 12 RUE EUGENE HENAFF 94400 Vitry-sur-Seine. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'accidentologie récente en IDF montre la récurrence d'incidents et accidents liés à des incendies dans des installations de traitement des déchets.

Ainsi, il a été décidé en 2023 de réaliser une action régionale coup de poing portant sur les moyens de lutte contre l'incendie sur les installations de tri-transit de déchets.

Dans ce cadre, l'inspection est allé visiter le centre de tri/transit de déchets exploité par SUEZ RV IDF au 12 rue Eugène Hénaff.

La société SUEZ est classée selon la nomenclature ICPE comme suit:

Rubriques	Libellé	Nature de l'Installation et volume d'activités	Régime
2714-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711.	Volume susceptible d'être présent dans l'installation de	E

Rubriques	Libellé	Nature de l'Installation et volume d'activités	Régim e
	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1000 m ³	7 000 m³	
2716-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Volume susceptible d'être présent dans l'installation de 5 400 m³	E
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .	Volume susceptible d'être présent dans l'installation de 300 m³	D

E (Enregistrement) ; D (Déclaration)

➤ Réglementation applicable à l'établissement

- Arrêté préfectoral n° 96/2323 du 27 juin 1996 portant autorisation d'exploiter ;
- Arrêté préfectoral complémentaire n° 2014/6071 du 2 juillet 2014 ;
- Arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715.
- Arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Moyens de lutte contre l'incendie – réserves de sable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
7	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 02/07/2014, article 4.2.5	/	Sans objet
9	Moyens de lutte contre l'incendie-RIA	Arrêté Préfectoral du 02/07/2014, article 7.2.6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie	Arrêté Préfectoral du 02/07/2014, article 7.2.6	/	Sans objet
2	Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie – alerte des services de secours	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
4	Moyens de lutte contre l'incendie – alerte du personnel	Arrêté Préfectoral du 02/07/2014, article 7.2.6	/	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
8	Piles au lithium usagées	Autre du 01/09/2018, article Flash Aria du BARPI de septembre 2018	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite du 20 mars, l'inspection des installations classées a constaté 3 non-conformités:

- Non-conformité n°1: L'installation ne dispose pas d'une réserve de sable meuble à proximité des alvéoles de stockage des déchets.
- Non-conformité n°2: L'exploitant n'a *a priori* pas de système de confinement des eaux d'extinction incendie sur son site totalement fonctionnel.
- Non-conformité n°3: Dans la zone de réception des déchets de l'installation (cf. annexe), un RIA était difficilement accessible.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie – points d'eau incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2014, article 7.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations doivent être équipées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment: -d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, ...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus des installations à risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc. Ce réseau d'eau, public ou privé, doit permettre de fournir en toutes circonstances le débit et la quantité d'eau d'extinction.
Constats : L'inspection a constaté qu'au moins un poteau incendie est présent à moins de 200m de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie – extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie – alerte des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.
Constats: L'installation est bien dotée: <ul style="list-style-type: none">- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours;- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. Ces plans se situent à l'entrée de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie – alerte du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2014, article 7.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie-alarme incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations doivent être équipées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment: <ul style="list-style-type: none">-d'un système d'alarme incendie (déclencheurs manuels)
Constats : L'inspection des installations classées a constaté qu'un système d'alarme incendie était présent dans les différents locaux de l'installation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie – réserves de sable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.
Constats : L'installation ne dispose pas d'une réserve de sable meuble à proximité des alvéoles de stockage des déchets.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie – vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
Constats : L'inspection a constaté que les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2014, article 4.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à pouvoir maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'article 4.3.4 de l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2014 définit 3 points de rejet des eaux au droit du site. Or, lors de la visite, l'inspection a constaté que seulement un obturateur est présent rue Charles Heller (cf. Annexe). Il manque à priori deux obturateurs au droit des deux autres points de rejet. L'exploitant a déclaré à l'inspection qu'un deuxième obturateur est en train d'être mis en place rue Edith Cavel. La feuille d'intervention de Musthane du 18/10/2022 prouve que le ballon n'avait pas encore été installé pour cet obturateur. L'exploitant a confirmé que ça n'était toujours pas le cas le jour de l'inspection. L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection que le dispositif en place permet de maintenir sur le site toutes les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport sans qu'une partie ne se déverse dans le réseau d'eau de la ville. Si ça n'est pas le cas, il devra mettre en place les obturateurs manquants.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Piles au lithium usagées

Référence réglementaire : Autre du 01/09/2018, article Flash Aria du BARPI de septembre 2018
Thème(s) : Risques accidentels, Piles au lithium usagées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le flash Aria du BARPI de septembre 2018 montre que de nombreux accidents dans les installations de tri-transit de déchets sont liés aux piles et accumulateurs au lithium en fin de vie.</p> <p>Le lithium réagit fortement avec l'eau et avec l'air et est dangereux pour l'environnement. Ces potentiels de danger s'expriment lorsqu'il y a perte de confinement de l'enveloppe des P&A, et potentiellement fuite d'électrolyte (lithium ionisé), ou lorsque ceux-ci sont pris dans un incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> ⌚ Hydrolyse en présence d'eau ou d'air humide pour former de l'hydrogène gazeux avec risque d'explosion en espace restreint ou confiné (ARIA 18298, 15532) ; ⌚ Inflammation au contact de l'oxygène et risque d'incendie, l'électrolyte étant assimilable à un liquide inflammable (ARIA 18298, 20539, 32208) ; ⌚ Toxicité pour les organismes aquatiques en cas de rejet (ARIA 38858) ; ⌚ Toxicité/corrosivité des fumées d'incendie contenant des hydroxydes de lithium, des composés métalliques (oxyde de Mg...) pouvant entraîner une pollution environnementale (ARIA 46675, 38858, 20539, 18298) ; ⌚ Projections et effets « missiles » (ARIA 38858, 43090, 43482, 44320, 46675). <p>Constats : L'exploitant a déclaré à l'inspection que depuis le début de l'année 2 départs de feu ont eu lieu au sein de son installation qui auraient pour cause la présence de batteries au lithium dissimulées parmi les déchets.</p> <p>Ces incidents ont été gérés de la façon suivante: les détecteurs thermiques ont rapidement signalés ces départs, l'alarme a été donnée, la zone a ensuite été sécurisée, les collaborateurs ont déroulés les RIA, le tas a été isolé et est resté sous surveillance renforcée. Les batteries et piles en lithium font partie des déchets interdits au sein de l'installation. S'ils sont détectés parmi les déchets, ils sont isolés puis envoyés vers des filières spécialisées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Moyens de lutte contre l'incendie-RIA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/07/2014, article 7.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les zones contenant des déchets combustibles de natures différentes doivent être sectorisées de manière à prévenir les risques de propagation d'un incendie. Les installations doivent être équipées de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : -de robinets d'incendie armés.
Constats : Des RIA sont positionnés à proximité des alvéoles de déchets. Dans la zone de réception des déchets de l'installation (cf. annexe), l'inspection a constaté qu'un RIA était difficilement accessible.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Annexe: Planche photographique



Zone de réception des déchets



Chaîne de tri des déchets



Insertion des déchets dans la presse à balles



Oturateur rue Charles Heller